

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1964)
Heft: 17

Artikel: Le droit au gaspillage
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026876>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vacances vives ou le temps libre contre la liberté

Invisible

On disparaît sans être signalé. Les convocations ne suivent pas : d'ailleurs, les convoqueurs ont aussi besoin de vacances. Le téléphone sonne vide : d'ailleurs les téléphonateurs eux aussi font vacances-jouissance. Effacé. Dans les romans du XIXe siècle, pour obtenir l'incognito, il fallait un attirail de moustaches, de perruques, de postiches, d'uniformes, de faux papiers. Aujourd'hui, plus besoin de tout ce bazar. Vous mettez vos lunettes noires ; vous prenez « une musette, une chemisette, cinq à six chaussettes » et vous partez en vacances. Vous ouvrez une parenthèse dans votre vie ; vous tournez le chaton de l'anneau magique : vous connaissez la condition divine d'être un homme invisible.

Gloria

Ceux qui discutent sur les vacances et la condition du travailleur émettent quelques grosses vérités et quelques fortes banalités qui se calibrent à peu près ainsi : l'homme n'est plus esclave du travail - le travailleur n'est plus une simple force productrice qui ne cesse de travailler que pour manger, dormir et parfois se reproduire en prenant sur son sommeil ou sur la sieste du jour du Seigneur. Il a ses heures de disponibilité, privilège exclusif, jadis, des rentiers (et de quelques méridionaux). Le règne de l'homme libre commence... etc., etc. Tout cela est très exact. Mais il est vrai aussi que les vacances sont en train de tuer la liberté.

D'abord le minimum

Nous n'allons pas certes emboucher la trompette de ceux qui trouvent que, dans ce pays d'arrachepied, on ne travaille pas assez. Pour des milliers de travailleurs, les vacances sont réduites, sauf dans quelques cantons, au minimum légal : deux semaines, alors que la quatrième semaine de vacances se généralise en France et qu'elle est un fait en Suède.

Il est clair aussi que les vacances ne sont qu'un aspect de la réduction du travail. L'introduction généralisée de la semaine anglaise peut apporter une détente tout aussi profitable. Or, sur le plan de la diminution de la durée hebdomadaire de travail, la Suisse avance, dans le peloton européen, lentement.

Il serait souhaitable encore d'obtenir une diminution des jours de travail en fonction de l'âge. Nécessaire aussi de résoudre le problème du pécule de vacances, si l'on ne veut pas que beaucoup de travailleurs fassent, pendant une partie de leur temps libre, du « travail noir ». Que sont les vacances des familles nombreuses ?

Bref, il reste beaucoup d'efforts à faire dans la ligne adoptée jusqu'ici pour que l'on puisse prétendre avoir obtenu le minimum de détente et de loisirs qu'exige le rythme de la vie moderne.

Ces précisions et ces nuances étant données pour qu'il n'y ait pas de malentendu, il faut répéter : les vacances sont en train de tuer la liberté. Pourquoi ?

Rupture

Les vacances sont une rupture totale. C'est leur bienfait, nous l'avons dit. Conséquemment, tout ce qui est à faire se reporte sur le reste de l'année. Certes, à part quelques professions indépendantes, le travail ne s'accumule pas en l'absence du vacancier. Il n'a pas à rattraper le temps perdu en évasion. Mais toutes les activités annexes ont été, elles, reportées au delà des mois creux.

Les séances politiques, les assemblées générales, les comités, tout cela s'entasse en automne, au premier printemps. Voyez les ordres du jour des

conseils communaux à la veille des vacances, on déblaie à tour de bras.

Mais les activités culturelles elles aussi sont multipliées à la même période. Les concerts, les saisons lyrique ou théâtrale, les films les meilleurs, les spectacles T.V. dignes d'intérêt ; le sport concentre encore sur la même période ses compétitions les plus spectaculaires.

Ainsi, dans le temps ordinaire de sa vie, l'homme contemporain se voit dévorer par un travail soutenu, par des déplacements urbains longs et pénibles, solliciter par des divertissements rapprochés, impérieux, souvent intéressants. Où est sa liberté créatrice ?

Un pouvoir de contestation

Ce n'est pas la qualité des loisirs et des « distractions » que nous voulons discuter. Que chacun jouisse de ce qui lui fait du bien. Mais ce qui est inquiétant, c'est que la démocratie n'y trouve plus son compte. Nous l'avons dit dès notre premier numéro et répété, la démocratie, par principe, c'est une activité d'amateurs : sur des sujets politiques qui ne sont pas notre spécialité, pour lesquels nous ne sommes pas qualifiés professionnellement, nous devons nous faire une opinion, agir. Mais où trouver le temps ?

Demandez aux secrétaires de partis politiques de mener en juin (sans parler de juillet ou d'août) une campagne politique. Ils vous riront au nez. Mais même dans la bonne saison politique, les salles sont dégarnies. Nous avons des loisirs, nous avons des vacances : mais nous n'avons plus le temps de rien faire. Quand le capitalisme aura mieux compris cela, il enverra pour six semaines les travailleurs au vert, à l'eau, à la neige. Alors, définitivement, il n'y aura plus de possibilité de former avec des citoyens un quelconque pouvoir de contestation. Le même soleil qui bronze les épidermes fera mûrir sans orage les fruits du régime.

Mais il n'y a pas que les activités politiques qui soient en jeu.

Pour des congés sélectifs

Quand sera obtenu, en loisirs, ce que l'on peut appeler le minimum santé, il faudra, il faut dès maintenant, travailler pour obtenir des congés sélectifs. Au congé rupture, au congé homme invisible, au congé évasion, détente, doit être opposé le congé qui n'est qu'une interruption du travail ordinaire afin qu'il soit possible de se livrer à une autre activité désintéressée. Au congé des vacances, il faut opposer le congé de l'amateur. Au congé du consommateur, le congé du créateur.

Quelques exemples :

On commence à organiser à plus grande échelle les cours de perfectionnement professionnel ou de formation générale. On crée des gymnases du soir, des techniciens du soir. Mais quand on lit le programme du gymnase du soir de Bâle, par exemple, quand on mesure les exigences d'un technicien et qu'on se dit que c'est au terme d'une journée de travail qu'un tel effort intellectuel est exigé, on admet sans trop de peine que ceux qui s'imposent un tel effort méritent d'être encouragés par un allègement de leur travail ordinaire.

Autre exemple : nous avons présenté, dans les colonnes de D. P., le Centre d'éducation ouvrière de Lausanne. Sa réussite dépend du dévouement de son animateur. Et pour un tel travail, il faut qu'il accepte de sacrifier une bonne part de ses loisirs. Pourquoi ne pas encourager de telles activités en accordant quelques heures de loisirs payés ?

Et les possibilités de faire des stages à l'étranger, même si le rendement économique du travailleur n'était pas directement amélioré, et les échanges entre travailleurs occupant dans la même entreprise des postes différents, et les échanges interprofessionnels.

Et surtout, il faudrait généraliser le congé qui permettrait, dans beaucoup de professions, de se livrer à un travail de recherches personnelles, comme c'est le cas dans certains métiers où l'on « détache » un chercheur pour qu'il puisse mener à chef un

travail qu'il ne pourrait pas faire aboutir même en prenant sur ses soirées.

Il y aurait certes des fuites, de la dispersion et un certain coulage ; mais on pourrait de la sorte libérer un magnifique potentiel d'énergie créatrice.

Nouvelles perspectives syndicales

On objectera mille choses. D'abord, dira-t-on, c'est compliqué ; que lorsque les loisirs ordinaires seront augmentés, chacun aura le temps de faire ce qu'il désire sans faveurs supplémentaires ; qu'on ne va pas tomber dans le dirigisme ou le paternalisme en matière de congés payés ; qu'il serait faux d'accorder à certains des avantages qui ne soient pas liés aux prestations de travail ; que cela perturberait le rythme de production ; qu'il faudrait prévoir encore une compensation interpatronale, etc. Mais toutes ces objections sont mineures.

Certes, le système ne serait pas simple comme un règlement d'administration ; mais si l'application doit exiger de la souplesse, le principe peut être clairement défini. Chaque fois qu'une réduction de la durée du travail sera en discussion lors du renouvellement d'une convention collective, il conviendra de réserver globalement un certain pourcentage d'heures que pourront revendiquer les travailleurs ou les employés qui se consacrent à des activités sociales ou culturelles dignes d'être encouragées. Naturellement, ce qu'on pourrait appeler la caisse de réserves de congés ne pourra être gérée que paritairement. Et il y a là, pour les syndicats, un domaine nouveau à explorer ; et, sans qu'on en ait toujours pris conscience, un domaine essentiel. Une fois obtenus les congés-ruptures, la liberté agréable de l'homme invisible, il faut conquérir les congés loisirs-travail.

Pour une deuxième politique des congés payés !

Le droit au gaspillage

Il arrive que l'éditorial soit comme une préface : la chose que l'on écrit en dernier. C'est le cas pour ce numéro 17, qui s'est fait en commentant l'actualité ou en rédigeant des textes déjà en dossier. Or, de l'ensemble se dégage, pour nous qui relisons le tout, une sorte d'unité. Nous présentons quelques portraits tirés de la galerie des parents pauvres : universitaires, musiciens, locataires, tous cousins de misère dans une société d'abondance. Finalement, c'est un des thèmes fondamentaux de toute réflexion politique contemporaine : de l'usage des richesses nouvelles, du clinquant de toute cette bijouterie, de la pauvreté, choquante en période de prospérité, des secteurs essentiels.

Du gaspillage de la consommation

C'est en général du point de vue de la consommation que l'on aborde le problème du gaspillage. Laissons les exemples, classiques mais nullement éculés ; par exemple, l'armement qui est bien le plus formidable gaspillage, la plus lugubre et gigantesque stérilisation de ressources que l'esprit humain ait jamais inventée. Laissons les forêts dévastées que représente une seule édition du « New-York Times » ; laissons ces exercices de gamme.

La discussion, lorsque les interlocuteurs entrent alors plus personnellement dans le détail, consiste en fin de compte à faire l'inventaire des poubelles des grandes villes modernes (tous les sous-alimentés que l'on pourrait nourrir avec les déchets d'une ville comme New-York), et à passer en revue les gadgets contemporains, où figurent inévitablement la pâte dentifrice à raies rouges (variante : la brosse à dents électrique) et la surmotorisation.

Et puis après ? Ou bien le gadget en est vraiment un, et il pèse comme une mouche dans la production mondiale, ou bien il s'agit des produits classiques du haut niveau de vie contemporain : le transistor,

(Suite page 4)

la T.V., la voiture, le téléphone, le frigidaire, dont l'utilité est incontestable, au point que les censeurs possèdent le plus souvent voiture, téléphone et frigidaire et s'en trouvent bien. Eux ne se sentent pas aliénés par leur confort. Pourquoi donc ? Sauraient-ils en tirer un meilleur usage ? Mais est-ce un plaisir supérieur dans l'échelle des valeurs que de rouler voiture pour éblouir sa petite amie plutôt que pour faire les musées d'Italie ? En fin de compte, on découvre cet hypocrite critère de l'aliénation : sont aveuglés par la possession des objets du luxe contemporain ceux qui doivent serrer leur budget pour les acquérir. Avec 3000 francs par mois, vous jouissez de votre confort ; à moins de 1000 francs par mois, vous êtes aliénés. Ce n'est pas avec cette tartuferie que l'on va obtenir une transformation de la société.

Du gaspillage des forces de production

En revanche, l'on est plus convaincant lorsqu'on pose le problème du point de vue de la production. Que huit gérants de banque ou de succursales de banque se coudoient stérilement dans une petite préfecture de district, que des centaines de démarcheurs pour la R.C. auto prospectent la même clientèle qui doit pourtant obligatoirement être assurée, qu'un directeur d'une société immobilière ne fasse rien d'autre que d'acheter ou de revendre des terrains pour réaliser un bénéfice spéculatif, que des chercheurs soient occupés à trouver une variante de fabrication pour des produits déjà mis au point, que les publicistes, les public-relations, les bonimenteurs se multiplient, que les membres de toutes ces corporations soient bien payés parce qu'ils se greffent sur des secteurs en expansion, voilà qui deviendra sensible à ceux qui veulent un enseignement de qualité et qui connaissent la pénurie de maîtres, à ceux qui veulent une médecine de qualité et qui connaissent la pénurie de personnel infirmier ou de médecins, à ceux qui voudraient une administration de première qualité et qui constatent que les jobs privés sont plus attirants pour les plus dynamiques des employés, etc. Jamais, en démocratie, on n'obtiendra des citoyens qu'ils renoncent à leur confort. Privez les gens de voiture, ils feront contre vous la révolution. En revanche, en prenant conscience du gaspillage des forces productrices, certaines classes peuvent s'animer d'un dynamisme politique nouveau et exiger des transformations de structure.

Rationalisation et gaspillage

Il serait absurde de ne fonder la critique que sur une volonté, valable, d'efficacité et de rationalisation.

Il y a des consommations gratuites et éphémères comme un feu d'artifice : des gaspillages qui sont joie et jeu. On ne va pas obliger les gens à ne boire que lorsqu'ils ont soif.

Il y a de même un gaspillage des forces créatrices qui peut être la plus belle chose du monde. C'est vieux comme l'homme : la gargouille du moyen âge sculptée avec patience dans un recoin invisible à l'œil nu.

Et pour nous ?

On critique souvent le gaspillage d'efforts qu'entraînent les autonomies communales et les souverainetés cantonales, mais ce gaspillage est un très beau luxe, s'il est le prix de nos libertés locales. Gaspillage admirable que la recherche scientifique pure ; que la lutte de la médecine, même quand il n'y a plus d'espoir. Et ce magnifique exemple que nous donnent les Finlandais qui, dans les maisons de vieillards, font apprendre à chacun un métier ou un métier nouveau.

La richesse contemporaine permet de gaspiller. C'est notre droit, notre luxe. Mais la faible tenue de notre civilisation se mesure au fait que l'on gaspille beaucoup de biens sans joie ; et surtout que l'on dilapide des forces, que l'on galvaude des énergies sans qu'elles soient créatrices. Nous nous offrons peu le luxe de libertés nouvelles.

Comment peut-on être un musicien compositeur ?

Subvention à un orchestre

Le Conseil d'Etat vaudois vient de publier un exposé des motifs pour justifier l'augmentation de la subvention cantonale à l'Orchestre de chambre de Lausanne. Si l'on néglige les très modestes recettes d'abonnements et de billets vendus, pour l'essentiel les ressources de l'orchestre sont actuellement fournies par la Commune de Lausanne (338 000 francs), l'Etat de Vaud (144 000 francs), la radio (327 000 francs), soit au total 809 000 francs. L'Etat de Vaud, s'il est suivi par le Grand Conseil, augmentera sa subvention de 79 000 francs ; la Ville de Lausanne modifiera probablement son montant, bref nous ne serons plus très loin du million.

Cette somme sera simplement suffisante pour payer, correctement, mais sans plus, les instrumentistes. Parmi les raisons d'être de cet orchestre — ne voulant pas faire ici de critique musicale, nous ne parlerons pas de la qualité de son répertoire et de ses interprétations — il faut citer la réussite des concerts populaires du dimanche matin : prix du billet, Fr. 1.—. A cette occasion, nous avions relevé l'excellent travail de préparation dont le Centre d'éducation ouvrière donne l'exemple en demandant à un critique compétent de préparer par une causerie l'audition des œuvres, à la veille de chaque concert.

Toutes ces précisions pour qu'il soit évident que l'effort des pouvoirs publics, que la réceptivité des auditeurs autorisent à propos de l'activité de l'O.C.L. l'emploi du mot culture, en d'autres circonstances tant galvaudé.

Nous n'avons qu'un regret : c'est que l'effort ainsi consenti pour l'audition musicale n'ait pas son répondant dans un appui, qui de toute façon serait modeste, accordé à la composition musicale.

Le compositeur sourd

Certains compositeurs travaillent à leur table, d'autres au piano ; les uns composent vite, d'autres, lentement, ayant l'inspiration scrupuleuse et raturante. L'écrivain, l'artiste qui travaillent les couleurs et les formes sont, dira-t-on, soumis aux mêmes conditions.

Oui, à une différence près qui est capitale : le compositeur ne peut pas s'entendre. Certes, sa mémoire lui permet d'écouter intérieurement ce qu'il écrit comme on peut se réciter un poème en ne desserrant pas les dents. Mais sans l'orchestre, sans l'éclat ou la sourdine des instruments, il n'a jamais la preuve sonore de la qualité de la partition. Or, cette preuve est essentielle. Pour lui. Et, à défaut d'un vaste public, pour ses critiques. C'est la condition d'un progrès.

Ajoutons encore que le langage musical que choisira le compositeur peut créer des obstacles supplémentaires à une éventuelle audition. Pour l'écrivain, une langue difficile, une œuvre volumineuse n'empêchent pas que son texte sera, sinon édité, du moins dactylographié, et par conséquent lu, c'est-à-dire qu'il existera. Mais l'écriture musicale choisie, le volume orchestral ou vocal exigé peuvent enlever à une œuvre toute chance de passer du signe à la signification, de la note écrite au son.

Dans l'art musical, la première audition a donc une importance décisive. Que d'obstacles avant de pouvoir donner un corps à sa pensée musicale ! Matériels, d'abord. Sait-on comment le compositeur doit se débrouiller ?

L'établissement du matériel

Il doit recopier d'abord son premier manuscrit. Il procède en général par décalque à l'aide d'une feuille du format partition transparente. Une fois le texte établi, on tire des photocopies. Quelques rares compositeurs peuvent faire photocopier directement

leurs manuscrits ; ainsi on trouve dans le commerce la reproduction de manuscrits de Frank Martin.

C'est là un travail lent, difficile, qu'on ne peut pas confier à un copiste.

Imaginons une œuvre modeste : un chœur, deux solistes, un récitant, un quintette à cordes et un orgue. Il faudra tirer d'abord cinq partitions complètes : pour le chef, l'organiste et le récitant, plus le compositeur (bien sûr), la Suisa (pour les droits d'auteur dont nous reparlerons) et éventuellement une sixième pour « Pro Helvetia » (quand on est assez optimiste pour croire à une subvention). Pour le chœur, autant de petites partitions qu'il y a de chanteurs, complétées pour les solistes.

Quand tout semble prêt, interviennent encore les corrections de la dernière heure. Vous ne corrigez qu'une seule mesure de la partition d'orgue et vous passez une heure à coller de petits bouts de papiers, avec risques renouvelés d'erreurs, doigts poisseux, humeurs, nerfs. Au total, quelque quatre cents francs de frais de matériel, et deux cents heures de travail pour établir les partitions.

Après quoi, vous tentez de placer l'œuvre, de la faire lire. Et si vous avez cette chance, restent les frais de concert qui sont variables selon que l'œuvre est donnée intégralement par un ensemble qui a des frais fixes, devant de toute façon assumer un certain nombre de concerts, ou par un ensemble constitué partiellement pour cette seule exécution. L'accumulation de ces difficultés pourrait décourager les meilleures volontés. En regard, quel soutien ?

Les appuis

Droits d'auteur. La Suisa calibre l'œuvre selon un barème délicat évaluant le nombre des solistes, l'importance de l'orchestre, le genre de la composition, sa durée. Pour une audition unique qui aura attiré quelques centaines d'amateurs de musique, les droits représentent trois fois rien. La radio acceptera après quelques démarches de diffuser l'œuvre. Tout compris, le compositeur touchera quelques dizaines de francs.

Mais l'essentiel, ce n'est pas le cachet. Un compositeur ne cherche pas la fortune comme un créateur de disques yé-yé. Ce qui compte c'est qu'il puisse être joué ; même pas pour connaître la notoriété, la gloire, mais pour pouvoir aller de l'avant.

Créer des conditions qui encouragent la composition musicale n'est pas si difficile. Revenons aux subventions accordées à l'O.C.L. Très sagement et libéralement, les collectivités assortissent leurs subventions de très peu d'exigences. Les concerts populaires en sont une, heureuse. L'obligation de créer un certain nombre d'œuvres originales, en assumant les frais exceptionnels d'une première, relativement peu élevés d'ailleurs, comparés à l'entretien d'un orchestre, devrait en être une autre, de même que, dans le cahier des charges d'un chef, devrait figurer un certain nombre d'heures obligatoirement consacrées à la lecture de manuscrits.

Une telle condition ne répondrait pas, certes, à toutes les situations. La musique chorale, la musique religieuse demanderaient d'autres formes d'encouragements. Ils existent pour des arts comme la sculpture et la peinture qui bénéficient des commandes officielles pour la décoration de chaque construction publique. Mais on ne va pas limiter la musique aux commandes officielles de cantates commémoratives. Il faudrait simplement disposer d'un fond aux ressources suffisantes pour rendre possible toute création originale d'intérêt.

La création musicale, encore un parent pauvre, pauvre parmi les plus pauvres dans notre société d'abondance. Il suffirait de peu de choses pour corriger cette injustice : un très faible pourcentage des sommes qui, à bon escient, sont consacrées à l'interprétation et à la consommation des œuvres du répertoire.